

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER
DE LA CSSF

N°140

Septembre 2012



RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté six nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

Service en charge du personnel, de l'administration et des finances

Poï SCHILTZ

Surveillance des banques

Sergi VILÀ

Surveillance générale

Suzanne WEBER

Systèmes d'informations et surveillance des PSF de support

Kathrin KERN

Frédéric GIRARD

Surveillance des OPC

Cindy REUTER

La CSSF compte dès lors 435 agents, dont 220 hommes et 215 femmes, au 10 septembre 2012.

ACTUALITE

Questions / Réponses en matière de SICAR

La CSSF informe que le document « Questions / Réponses en matière de SICAR » a été publié en date du 31 août 2012 et est disponible sur le site Internet de la CSSF sous la rubrique « SICAR » (www.cssf.lu/sicar/questions-reponses-en-matiere-de-sicar/)

SANCTIONS

Organismes de placement collectif

Sur base de l'article 148 (1) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, la CSSF a infligé des amendes d'ordre aux dirigeants d'un OPC pour non transmission de la lettre de recommandation.

Sur base de l'article 51 (1) de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, la CSSF a infligé des amendes d'ordre aux dirigeants d'un FIS en raison de non transmission de la lettre de recommandation.

Sociétés de gestion

Sur base de l'article 148 (1) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif la CSSF a infligé des amendes d'ordre aux dirigeants de deux sociétés de gestion pour non dépôt des rapports annuels audités dans les délais légaux.

Professionnels du secteur financier (PSF)

Sur base de l'article 63 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la CSSF a infligé une amende d'ordre au conseil d'administration et à la direction d'un PSF spécialisé pour refus de communication des documents et des rapports endéans le délai imparti.

Profession de l'audit

Amende administrative prononcée par la CSSF à l'encontre de Monsieur Hanspeter KRÄMER. – En vertu de l'article 67 de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit, la CSSF, en date du 6 avril 2012, a prononcé, à l'encontre de M. Hanspeter KRÄMER, une amende administrative de 3.000 EUR pour refus de se conformer à l'article 9 de ladite loi. La présente est publiée en vertu de l'article 71 de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

La sanction prononcée ci-avant est publiée au Mémorial B n° 71 du 29 août 2012.

AVERTISSEMENT

Avertissement publié par l'ESMA concernant la mise en garde des investisseurs de détail contre les pièges des placements en ligne

L'avertissement est publié sur notre site Internet à l'adresse :

http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Protection_consommateurs/Avertissements/A_ESMA_investor_warning_FR.pdf

Avertissement publié par l'autorité britannique (FSA) concernant les activités d'une entité dénommée Milestone AMG

L'avertissement est publié sur notre site Internet à l'adresse :

http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Protection_consommateurs/Avertissements/A_FSA_Milestone_170812.pdf

COMMUNIQUE DE PRESSE

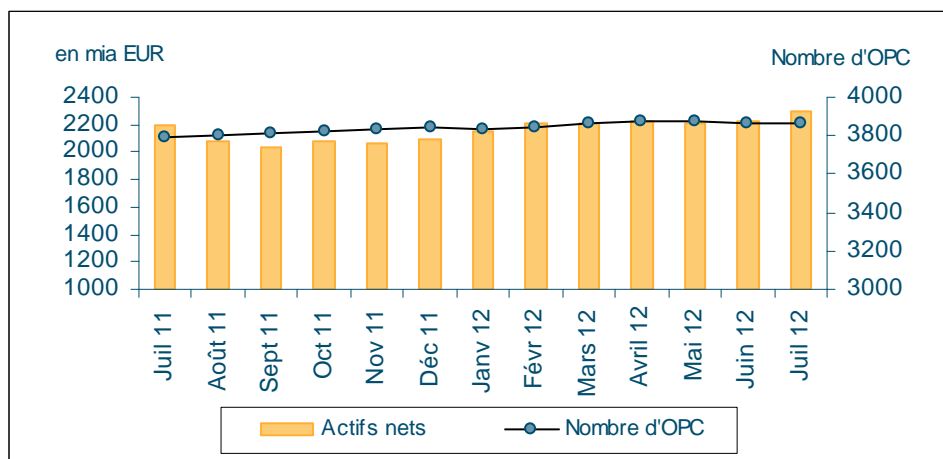
■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE JUILLET 2012

Communiqué de presse 12/33 du 31 août 2012

I. Situation globale

Au 31 juillet 2012, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.296,717 milliards contre EUR 2.224,479 milliards au 30 juin 2012, soit une augmentation de 3,25% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 4,89%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois de juillet une variation positive se chiffrant à EUR 72,238 milliards. Cette augmentation représente le solde des émissions nettes positives à concurrence d'EUR 6,672 milliards (+0,30%) et de l'évolution favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 65,566 milliards (+2,95%).



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.864 par rapport à 3.867 le mois précédent. 2.448 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 11.992 compartiments. En y ajoutant les 1.416 entités à structure classique, au total 13.408 entités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les OPC luxembourgeois et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois de juillet:

La plupart des catégories d'OPC à actions ont enregistré des gains de cours sur la période sous revue. Face à la persistance des incertitudes conjoncturelles et de la crise dans la zone euro, le mois de juillet fut marqué par des volatilités élevées et des développements divergents au niveau des différents marchés d'actions. Le mouvement consolidé à la hausse pour la période sous revue est dû avant tout à une déclaration officielle de la Banque Centrale Européenne en fin de mois de vouloir prendre les mesures nécessaires afin de stabiliser la zone euro. La catégorie d'OPC à actions du Japon a enregistré une variation négative, due surtout à la forte appréciation du Yen par rapport à d'autres devises.

Au mois de juillet, presque toutes les catégories d'OPC à actions ont subi des rachats nets.

Evolution des OPC à actions au mois de juillet 2012*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	3,96%	-0,17%
Actions européennes	4,42%	-0,27%
Actions américaines	3,41%	-0,53%
Actions japonaises	-0,62%	1,26%
Actions Europe de l'Est	6,42%	-0,65%
Actions Asie	3,51%	-0,16%
Actions Amérique latine	1,05%	-2,36%
Actions autres	4,94%	0,70%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

La catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR a en somme enregistré des gains de cours sur la période sous revue. Face aux incertitudes liées à la crise de la dette souveraine dans la zone euro, les obligations d'Etat de pays de la zone Euro à haute notation ont connu un repli des rendements voire des rendements négatifs pour des échéances à court terme. Par contre pour les obligations d'Etat de pays de la zone Euro connaissant des difficultés budgétaires on a dû constater une augmentation des primes de risque. Quant aux obligations d'émetteurs privés une évolution divergente des primes de risque pour différents pays et secteurs a pu être notée.

La catégorie d'OPC à obligations libellées en USD a réalisé des gains de cours sur le mois sous revue. Dans un climat d'incertitudes persistantes, accompagné d'une aversion croissante au risque, les investisseurs étaient à la recherche de valeurs refuge, telles que les obligations d'Etat américaines. L'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR de 2,49 % a contribué à l'augmentation des actifs nets de cette catégorie d'OPC.

La catégorie d'OPC à obligations des marchés émergents a connu des gains de cours suite à une demande croissante pour ces obligations s'accompagnant d'une réduction des primes de risque.

En somme, les catégories d'OPC à revenu fixe ont affiché un investissement net en capital positif pour le mois sous revue. La catégorie d'OPC monétaires en Euro a cependant enregistré un désinvestissement net en capital.

Evolution des OPC à revenu fixe au mois de juillet 2012*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	0,10%	-6,46%
Marché monétaire en USD	2,50%	0,11%
Marché monétaire marché global	2,29%	0,18%
Obligations libellées en EUR	1,82%	-0,08%
Obligations libellées en USD	3,52%	-0,56%
Obligations marché global	2,87%	1,78%
Obligations marchés émergents	4,29%	1,57%
Obligations High Yield	3,49%	4,31%
Autres	2,78%	1,78%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de juillet 2012*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	0,15%	2,90%
Fonds de Fonds	-0,17%	2,71%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et 2010 respectivement et les FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2007	1 653	1 646,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,197 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €
31/05/2008	1 736	1 566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3 105	1 996,959 €
30/06/2008	1 755	1 480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3 153	1 902,092 €
31/07/2008	1 784	1 471,973 €	688	292,279 €	748	132,105 €	3 220	1 896,357 €
31/08/2008	1 817	1 487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3 284	1 917,993 €
30/09/2008	1 827	1 375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3 322	1 796,696 €
31/10/2008	1 845	1 243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3 351	1 647,028 €
30/11/2008	1 840	1 206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3 364	1 604,237 €
31/12/2008	1 826	1 169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3 371	1 559,653 €
31/01/2009	1 837	1 183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3 398	1 571,534 €
28/02/2009	1 838	1 149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3 402	1 530,291 €
31/03/2009	1 840	1 154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3 396	1 526,563 €
30/04/2009	1 847	1 213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3 415	1 592,932 €
31/05/2009	1 849	1 243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3 425	1 619,269 €
30/06/2009	1 846	1 255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3 435	1 631,256 €
31/07/2009	1 848	1 327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3 438	1 706,030 €
31/08/2009	1 851	1 360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3 449	1 739,417 €
30/09/2009	1 849	1 394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3 457	1 773,834 €
31/10/2009	1 844	1 399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3 454	1 777,528 €
30/11/2009	1 858	1 415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3 473	1 788,910 €
31/12/2009	1 843	1 465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3 463	1 840,993 €
31/01/2010	1 842	1 477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3 480	1 860,688 €
28/02/2010	1 843	1 511,384 €	646	221,532 €	1 009	165,018 €	3 498	1 897,934 €
31/03/2010	1 847	1 584,238 €	643	226,268 €	1 026	170,032 €	3 516	1 980,538 €
30/04/2010	1 842	1 611,938 €	640	227,551 €	1 039	173,398 €	3 521	2 012,887 €
31/05/2010	1 846	1 589,202 €	637	225,773 €	1 059	177,438 €	3 542	1 992,413 €
30/06/2010	1 843	1 600,977 €	636	224,773 €	1 071	184,887 €	3 550	2 010,637 €
31/07/2010	1 849	1 610,800 €	638	222,244 €	1 095	186,179 €	3 582	2 019,223 €
31/08/2010	1 855	1 653,112 €	637	223,081 €	1 122	192,797 €	3 614	2 068,990 €
30/09/2010	1 858	1 667,806 €	631	220,834 €	1 144	195,100 €	3 633	2 083,740 €
31/10/2010	1 854	1 688,755 €	630	219,558 €	1 161	199,262 €	3 645	2 107,575 €
30/11/2010	1 851	1 733,602 €	629	219,956 €	1 176	207,314 €	3 656	2 160,872 €

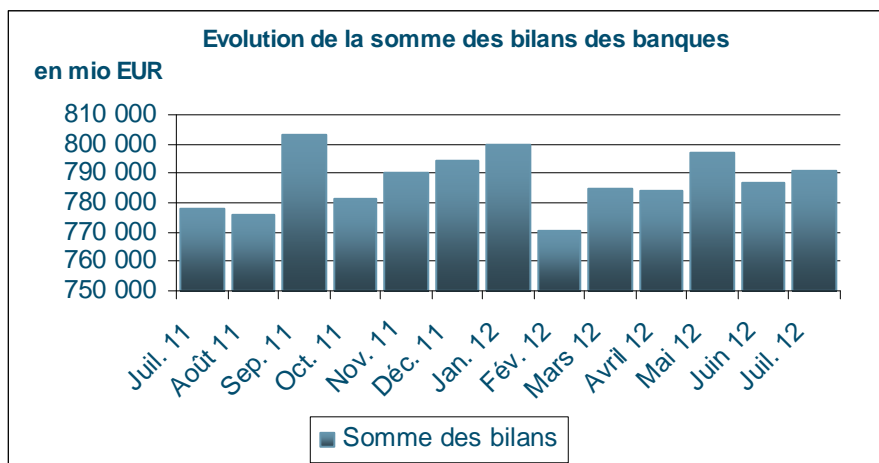
Commission de Surveillance du Secteur Financier

31/12/2010	1 846	1 762,666 €	629	222,178 €	1 192	214,150 €	3 667	2 198,994 €
31/01/2011	1 847	1 748,015 €	626	220,255 €	1 211	215,757 €	3 684	2 184,027 €
28/02/2011	1 857	1 770,049 €	620	220,032 €	1 228	218,117 €	3 705	2 208,198 €
31/03/2011	1 858	1 755,924 €	622	216,151 €	1 244	218,821 €	3 724	2 190,896 €
30/04/2011	1 858	1 759,531 €	624	213,823 €	1 254	222,054 €	3 736	2 195,408 €
31/05/2011	1 864	1 782,367 €	619	211,981 €	1 266	224,860 €	3 749	2 219,208 €
30/06/2011	1 864	1 750,292 €	616	210,172 €	1 269	224,535 €	3 749	2 184,999 €
31/07/2011	1 861	1 752,281 €	629	210,582 €	1 305	226,802 €	3 795	2 189,665 €
31/08/2011	1 860	1 652,805 €	627	204,518 €	1 312	228,618 €	3 799	2 085,941 €
30/09/2011	1 858	1 600,158 €	618	201,939 €	1 340	229,980 €	3 816	2 032,077 €
31/10/2011	1 856	1 635,157 €	611	203,545 €	1 352	233,235 €	3 819	2 071,937 €
30/11/2011	1 862	1 623,445 €	605	200,459 €	1 366	235,515 €	3 833	2 059,419 €
31/12/2011	1 870	1 655,509 €	601	201,671 €	1 374	239,332 €	3 845	2 096,512 €
31/01/2012	1 856	1 709,460 €	594	202,915 €	1 387	244,706 €	3 837	2 157,081 €
29/02/2012	1 854	1 750,218 €	591	203,540 €	1 402	249,401 €	3 847	2 203,159 €
31/03/2012	1 860	1 762,166 €	587	202,875 €	1 419	252,165 €	3 866	2 217,206 €
30/04/2012	1 858	1 768,717 €	583	203,300 €	1 431	253,583 €	3 872	2 225,600 €
31/05/2012	1 859	1 750,722 €	582	203,715 €	1 433	257,590 €	3 874	2 212,027 €
30/06/2012	1 841	1 762,870 €	581	202,440 €	1 445	259,169 €	3 867	2 224,479 €
31/07/2012	1 835	1 823,366 €	576	207,093 €	1 453	266,258 €	3 864	2 296,717 €

STATISTIQUES

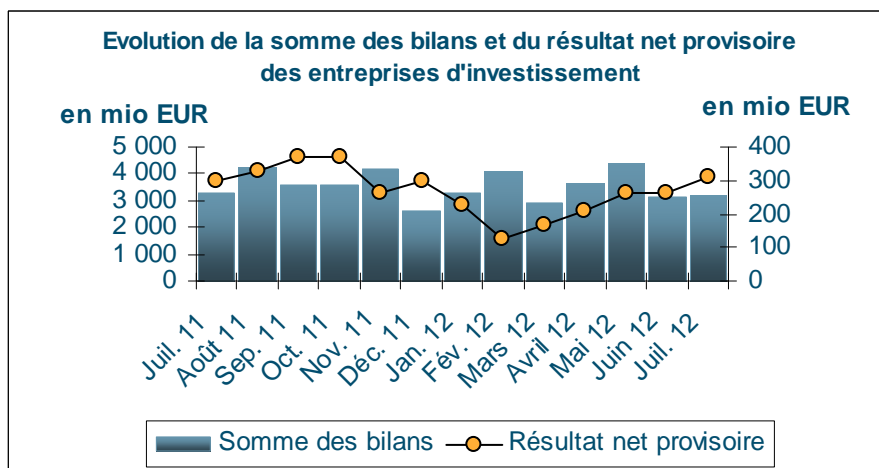
■ BANQUES

Somme des bilans des banques au 31 juillet 2012 en hausse



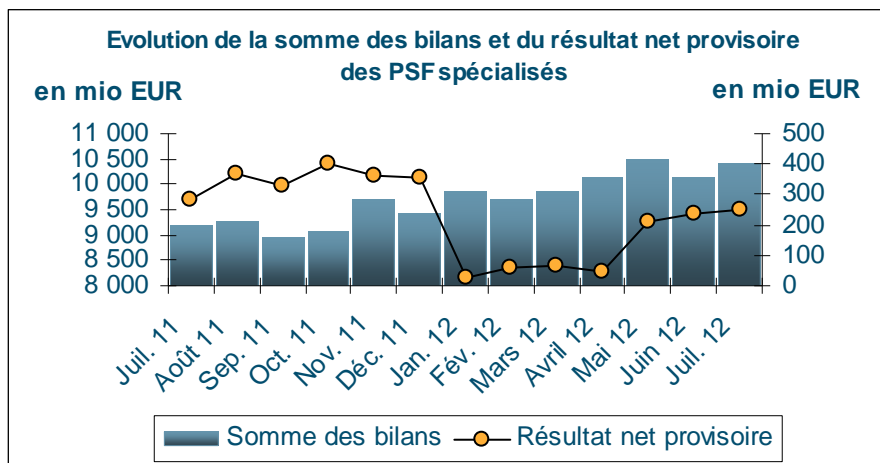
■ ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 31 juillet 2012 en hausse



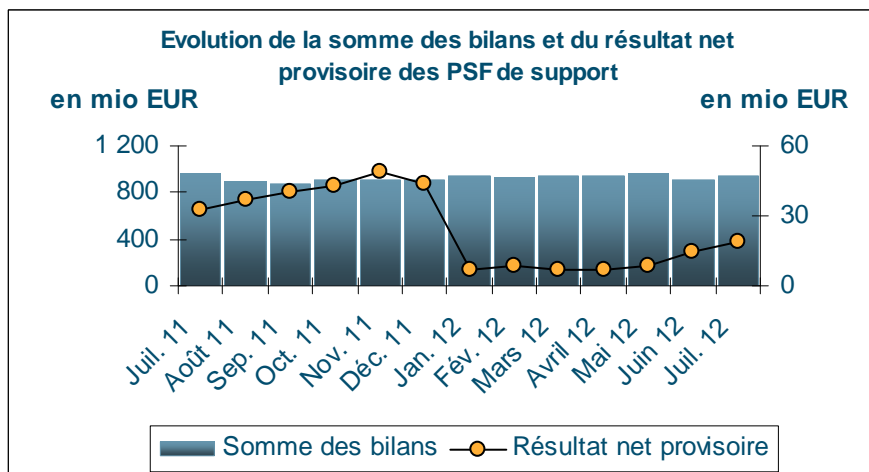
■ PSF SPECIALISES

Somme des bilans des PSF spécialisés au 31 juillet 2012 en hausse



■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 31 juillet 2012 en hausse



■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

FONDS DE PENSION

Au 7 septembre 2012, 15 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, 14 professionnels étaient agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

SICAR

Depuis la publication de la dernière Newsletter, 4 SICAR ont été inscrites sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), à savoir :

- ESJ S.C.A. SICAR, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- CATALYST ROMANIA S.C.A. SICAR, 9a, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- GREEN WAVE FUND SICAR S.A., 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg
- ELIKONOS JEREMIE S.C.A. SICAR, 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

Au 7 septembre 2012, le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle s'élevait à 277 unités.

ORGANISMES DE TITRISATION

Depuis la publication de la dernière Newsletter, un organisme de titrisation a été inscrit sur la liste officielle des organismes de titrisation agréés régis par la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, à savoir :

MORGAN STANLEY (LUXEMBOURG) S.A., 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

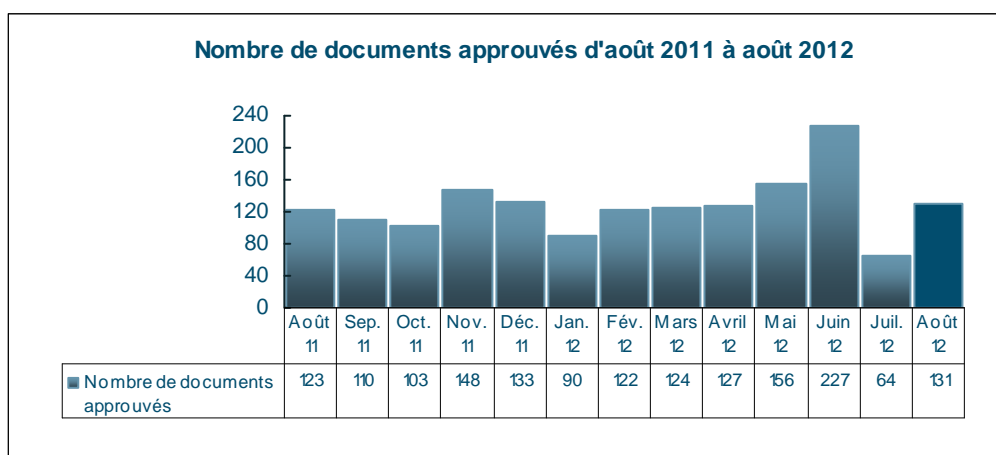
Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à 33 unités au 7 septembre 2012.

■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 août 2012, 69 cabinets de révision agréés et 222 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 53 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHE REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

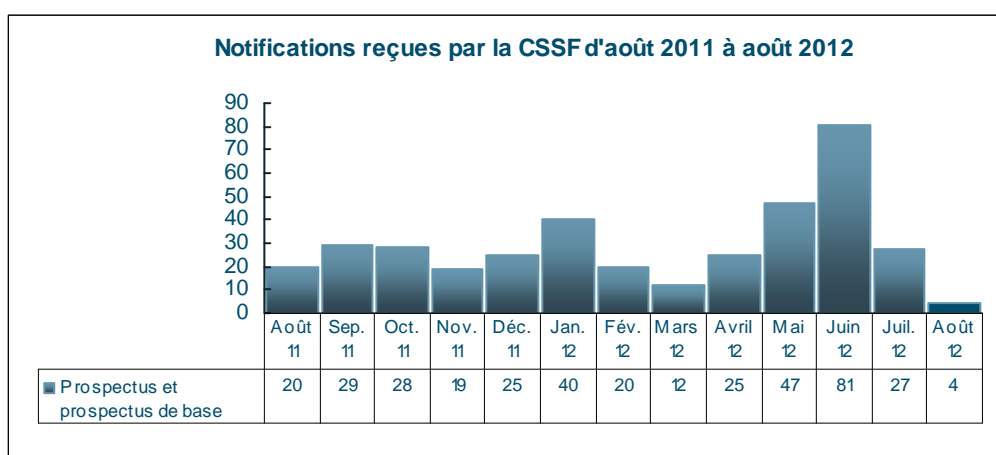
1. Approbations par la CSSF



Au cours du mois d'août 2012, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 131 documents, qui se répartissent comme suit :

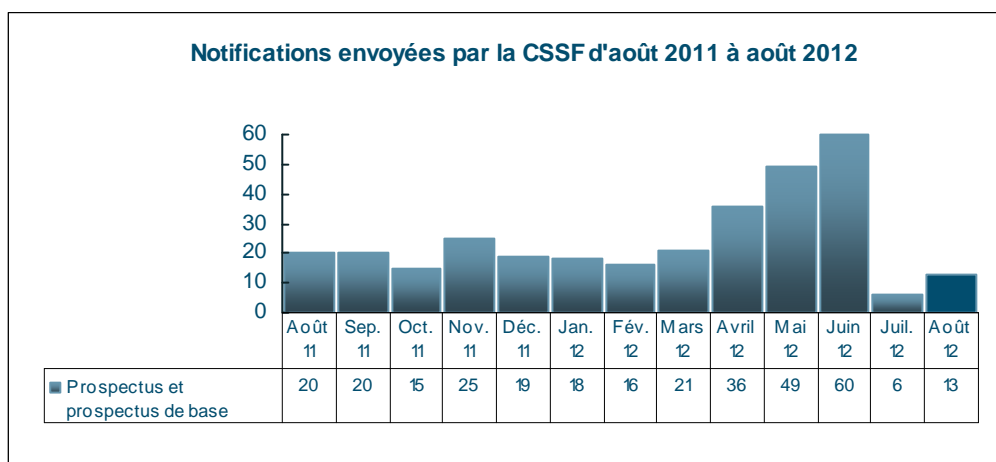
- prospectus de base : 5 (3,82 %)
- autres prospectus : 16 (12,21 %)
- suppléments : 110 (83,97 %)

2. Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'UE



Au cours du mois d'août 2012, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Union européenne 4 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base, ainsi que 294 notifications relatives à des suppléments.

3. Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'UE

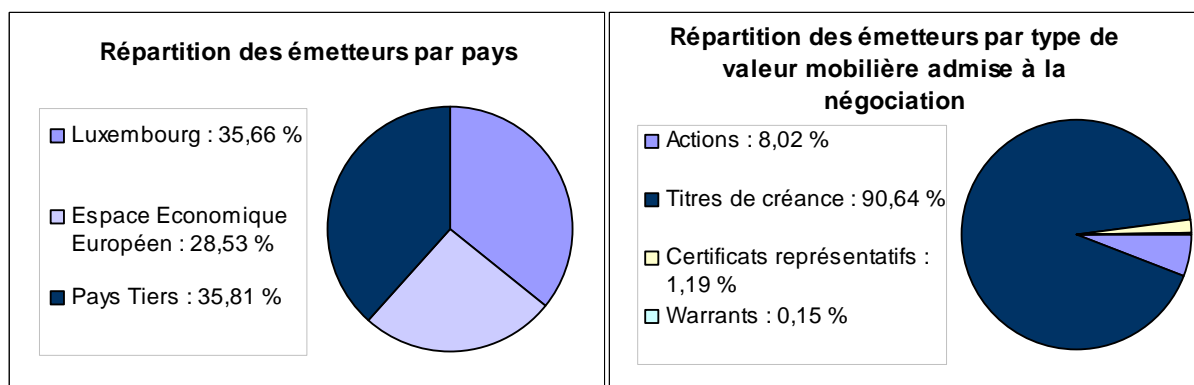


Au cours du mois d'août 2012, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Union européenne, 13 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base, ainsi que 61 notifications relatives à des suppléments*.

■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 6 août 2012, 10 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, quatre émetteurs ont été retirés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la même loi.

Au 3 septembre 2012, 673 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.



* Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Changement de dénomination :

EUROHYPO EUROPÄISCHE HYPOTHEKENBANK S.A. a changé sa dénomination en
HYPOTHEKENBANK FRANKFURT INTERNATIONAL S.A.

■ LISTE DES PSF

Changements d'adresse :

ATOS LUXEMBOURG PSF S.A.

20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg

FIRST CLIMATE ASSET MANAGEMENT S.A.

5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

Sociétés de gestion dont l'agrément couvre exclusivement l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC

Changements d'adresse :

FLASKAMP INVEST S.A.

145, route de Trèves, L-2630 Luxembourg

SWISS LIFE FUNDS (LUX) MANAGEMENT COMPANY

16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Sociétés de gestion dont l'agrément couvre, en plus de l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2), également un ou plusieurs services prévus par l'article 101(3) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC

Changement d'adresse :

VICTOR ASSET MANAGEMENT S.A.

28, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

Inscriptions :

AIFM SERVICES S.A.

19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

INSTITUTIONAL INVESTMENT PARTNERS S.A R.L.

22, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach

Retrait :

LCI (LUXEMBOURG) S.A.

19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

Changements d'adresse :

CIGOGNE MANAGEMENT S.A.

9, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

GLOBAL FUND HOUSE MANAGEMENT S.A R.L.

2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

KAPPELN MANAGEMENT COMPANY S.A R.L.

1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

■ **LISTE DES ORGANISMES DE TITRISATION**

Inscription :

MORGAN STANLEY (LUXEMBOURG) S.A.

2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

Changement d'adresse :

DWS ACCESS S.A.

22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg

■ **LISTE DES SICAR**

Inscriptions :

CATALYST ROMANIA S.C.A. SICAR

9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

ELIKONOS JEREMIE S.C.A. SICAR

9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

ESJ S.C.A. SICAR

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

GREEN WAVE FUND SICAR S.A.

42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg

Changement de dénomination :

CHINA DISTRICT ENERGY SICAR a changé sa dénomination en

SWISS ASIA-CHINA DISTRICT ENERGY SICAR

Changement d'adresse :

DANUBE SCA, SICAR

Garden Floor, Forté F1, 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

Nouveaux émetteurs :

NOM

PAYS DU SIEGE

Cartesio Srl	Italie
Clarif Finance 2005 S.r.l.	Italie
Credico Finance 2 S.r.l.	Italie
Credico Finance 3 S.r.l.	Italie
Credico Finance 4 S.r.l.	Italie
Quadrivio Sme 2012 S.r.l.	Italie
Salina Leasing S.r.l.	Italie
Schaeffler Finance B.V.	Pays-Bas
Sestante Finance S.r.l.	Italie
Voba N. 4 S.r.l.	Italie

Retraits :

NOM

PAYS DU SIEGE

Berica 7 Residential MBS S.r.l.	Italie
CIELO, LTD.	Îles Caïmans
CRAFT CLO 2004-1 LTD	Îles Caïmans
Crédit Suisse Group Capital (Guernsey) VI Limited	Guernesey
DEXIA FUNDING LUXEMBOURG S.A.	Luxembourg
JWS CBO 2000-1 LTD	Îles Caïmans
Lighthouse International Company S.A.	Luxembourg
Otto Finance Luxembourg AG Luxembourg	Luxembourg

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits opérés pendant le mois de juillet 2012

Durant le mois de référence, les trente-quatre organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- ALLIANZ FINANZPLAN 2055, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- AXA/AB INVESTMENTS, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- BHF FLEXIBLE ALLOCATION FT, 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg
- DEUTSCHE BANK ZINS & DIVIDENDE, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS INVEST II, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- FRANKLIN TEMPLETON SHARIAH FUNDS, 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- GAIA FUND, 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- MULTI STARS SICAV, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- ONCAPITAL SICAV, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- SEB EUROLAND GRATIS, 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald
- TIBERIUS X-LINE, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- VB RESERVE SELECT, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

2) OPC partie II Loi 2010 :

- DWS EMERGING CORPORATE BOND MASTER FUND, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS EMERGING SOVEREIGN BOND FUND USD (AUD), 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

3) FIS :

- AGRILAND FUND S.C.A., SICAV-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- ALPINA REAL ESTATE FUND III SCA SICAV-FIS, 13, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- AQUILA SACHWERT-BASIFONDS III I (AGRAR) S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- AQUILA SACHWERT-BASIFONDS III P (AGRAR) S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- CEE URBAN RED SCA, SICAV-FIS, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- COLLER INTERNATIONAL PARTNERS VI LUXEMBOURG FEEDER FUND SCA SICAV-SIF, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DISCOVERY PORTUGAL REAL ESTATE FUND, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- FLEXIBLE FIVE SICAV SIF, 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg
- INFRASTRUCTURE PPP AFRICA FUND S.C.A. SICAV-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- MAJ INVEST ALTERNATIVE SICAV-SIF, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- MICROFINANCE INITIATIVE FOR ASIA (MIFA) DEBT FUND, SA, SICAV-SIF, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- OPPORTUNITY UMBRELLA FUND, 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg
- SANCTUARY SICAV-SIF, 2, place de Metz, L-1930 Luxembourg
- SOPAI SIF SICAV, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- SSGA US EQUITY FUND EX FIN, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- SYMBIOTICS SICAV (LUX.), 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- UNTITLED, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- VALLIS CONSTRUCTION SECTOR CONSOLIDATION FUND SICAV SIF, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- VIVALYS PATRIMONIA, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- WS INVEST S.C.A., SICAV-FIS, 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg

Les trente-sept organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été retirés de la liste officielle au cours du mois de référence :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- ALLIANCEBERNSTEIN INVESTMENTS, 18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- ALLIANZ RCM SMALL CAP EUROPA, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ALTERNATIVE UCITS SICAV I S.A., 15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- COMINVEST ASIA SAFE KICK 7/2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- DEKA-WORLDGARANT 4/2012, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DWS CREDIT OPPORTUNITIES, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS EURO-CORP HIGH YIELD, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS RENDITE EXTRA GARANT, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS RENDITE PLUS GARANT, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS SHIFT 2017, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- EURIZON CAPITAL CORPORATE FUND, 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- EURIZON LIQUIDITY FUND, 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- KBL EPB EQUITY FUND II, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- MERCURION ASIA FUND, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- MS MULTI, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- PRIMERA FUND, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- SGAM FUND, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- STAEDEL HANSEATIC SICAV, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- STRATEGIC SOLUTIONS, 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- STREAM SICAV, 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

2) OPC partie II Loi 2010 :

- BERENBERG FUNDS V, 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- FALCON MULTIHEDGE FUND, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- GIP, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- KB LUX VENTURE CAPITAL FUND, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- LBLUX FONDS, 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

3) FIS :

- 4-COM, 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg
- ABERDEEN GLOBAL III, 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- ADYA NATURE FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- ALLIANCEBERNSTEIN RECOVERY ASSETS (LUXEMBOURG) SIF, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- AVANA FIRST FEEDER S.A. SICAV-FIS, 43, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- DERIPARTNERS SICAV-SIF, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- DWS 3RD WAVE EMERGING AFRICA FUND SIF, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- EME LUXEMBOURG S.C.A., SICAV-SIF, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg
- ERMITAGE THEMATIC FUND, 16, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg
- EUROPEAN KYOTO FUND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- OFI SELECT HEDGE, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
- QQP, 15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

Retrait décidé par la CSSF :

Une décision portant retrait de la société d'investissement à capital variable ALPHABRIDGE INVEST S.C.A. SICAV - SIF de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF le 22 août 2012 en vertu des articles 43(2) et 46 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **142** (7 septembre 2012) (↘ de 1 entité sur un an)
Somme des bilans : **EUR 791,110 milliards** (31 juillet 2012) (↗ de 13,189 milliards sur un an)
Résultat avant provisions : **EUR 2,55 milliards** (30 juin 2012) (↘ de 0,35 milliard sur un an)

Nombre d'OPC :
- Partie I de la loi 2010 : **1 837** (11 septembre 2012)
- Partie II de la loi 2010 : **572** (11 septembre 2012)
- Fonds d'investissement spécialisés (FIS) : **1 466** (11 septembre 2012)
TOTAL : **3 875** (↗ de 78 entités sur un an)

Patrimoine global net : **EUR 2 296,717 milliards** (31 juillet 2012) (↗ de 107,052 milliards sur un an)

Nombre de sociétés de gestion : chapitre 15 de la loi 2010 : **180** (31 août 2012) (↘ de 4 entités sur un an)
Nombre de sociétés de gestion : chapitre 16 de la loi 2010 : **198** (31 août 2012) (↘ de 14 entités sur un an)

Nombre d'entreprises d'investissement : **116** dont **12** succursales (7 septembre 2012) (↗ de 1 entité sur un an)
Somme des bilans : **EUR 3,228 milliards** (31 juillet 2012) (↘ de 22 millions sur un an)
Résultat net provisoire : **EUR 308,515 millions** (31 juillet 2012) (↗ de 11,831 millions sur un an)

Nombre de PSF spécialisés : **121** (7 septembre 2012) (↗ de 5 entités sur un an)
Somme des bilans : **EUR 10,408 milliards** (31 juillet 2012) (↗ de 1,229 milliard sur un an)
Résultat net provisoire : **EUR 247,656 millions** (31 juillet 2012) (↘ de 39,087 millions sur un an)

Nombre de PSF de support : **88** (7 septembre 2012) (↗ de 5 entités sur un an)
Somme des bilans : **EUR 937,311 millions** (31 juillet 2012) (↘ de 31,32 millions sur un an)
Résultat net provisoire : **EUR 19,81 millions** (31 juillet 2012) (↘ de 14,09 millions sur un an)

Nombre de fonds de pension : **15** (7 septembre 2012) (aucune variation sur un an)

Nombre de SICAR : **277** (7 septembre 2012) (↗ de 6 entités sur un an)

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **33** (7 septembre 2012) (↗ de 5 entités sur un an)

Nombre d'émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence : **673** (3 septembre 2012) (↘ de 26 entités sur un an)

Nombre d'établissements de paiement : **5** dont **1** succursale (7 septembre 2012)

Nombre d'établissements de monnaie électronique : **3** (7 septembre 2012)

Emploi total dans les banques, PSF et sociétés de gestion : **44 169 personnes** (30 juin 2012) (↗ de 1 341 personnes sur un an*), dont :

- banques : **26 678 personnes** (30 juin 2012)
- sociétés de gestion : (chapitre 15) **2 675 personnes** (30 juin 2012)
- entreprises d'investissement : **2 170 personnes** (30 juin 2012)
- PSF spécialisés : **3 424 personnes** (30 juin 2012)
- PSF de support : **9 222 personnes** (30 juin 2012)

*Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF
110, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg. Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg
Tél. : (+352) 26 251-560
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu